

## **L'industrie pétrolière dans les coulisses du pouvoir**

**Malgré la crise de la COVID-19, le téléphone ne déroutait pas au ministère des Ressources naturelles. Selon le groupe militant Environmental Defence, le plus important lobby pétrolier du Canada ferait des pressions au gouvernement fédéral afin de suspendre des dizaines de réglementations, de lois et de politiques environnementales.**

*Par Maude Faucher*

L'Association canadienne des producteurs pétroliers (ACPP) ne profite pas que du désordre entourant la crise actuelle pour défendre ses intérêts à Ottawa. À elle seule, l'ACPP a réalisé, de 2010 à 2020, plus de 1 300 communications\* de lobbying au gouvernement fédéral.

Selon l'ONG britannique InfluenceMap, les organisations ou les entreprises qui défendent des projets pétroliers sont prêtes à dépenser de grandes sommes d'argent en lobbying afin d'être entendues. Un rapport publié en mars 2019 révélait que depuis la tenue de la COP21, en 2015, les cinq principaux groupes pétroliers et gaziers cotés en Bourse avaient dépensé plus de 1 milliard de dollars en relations publiques contraires aux conclusions de l'Accord de Paris sur le climat.

Ce n'est pas différent au Canada, qui est le quatrième producteur mondial de pétrole. Dans la dernière décennie, les organisations ou les entreprises ayant fait le plus de lobbying climatique au gouvernement fédéral sont des acteurs de l'industrie pétrolière et gazière. « Ça n'a rien de surprenant, juge Diego Creimer, ex-journaliste et responsable des communications à la Fondation David Suzuki. Ottawa est littéralement envahi et peuplé de lobbyistes pétroliers. »

Par exemple, trois des cinq plus grands lobbyistes climatiques sont des entreprises ou des associations qui défendent des intérêts pétroliers. Suncor, l'Association canadienne des carburants et l'Association canadienne du ciment ont réalisé plus de 730 communications de lobbying climatique en dix ans. Cela représente près de 10% de l'ensemble du lobbying climatique de 2010 à 2020.

Figure 1 : Les 10 plus grands acteurs de lobbying climatique de la dernière décennie

<https://infogram.com/taux-par-annee-1hkv2n1levqp6x3?live>

### **De Harper à Trudeau**

Dans la dernière décennie, plus de 7 400 communications de lobbying avaient pour thème le climat. Cela représente environ 4% de l'ensemble des rencontres de lobbying au gouvernement fédéral.

Figure 2 : Le taux annuel de lobbying, de 2010 à 2019

<https://infogram.com/les-10-entreprises-organisations-ou-associations-qui-font-le-plus-de-lobbying-climatique-1hxr4zqzq9j54yo?live>

Le lobbying climatique a augmenté de 1350% au cours des dix dernières années. Un accroissement important a débuté en 2016 alors que 1 381 rencontres de lobbying ont eu lieu, contrairement à 129 l'année précédente. Ça représente une hausse de 970%.

Selon Diego Creimer, cette augmentation remarquable est attribuable au changement de couleur politique. « À chaque fois qu'un nouveau gouvernement est élu ou qu'il y a des remaniements ministériels, l'industrie pétrolière, comme les ONG, s'activent pour essayer de rencontrer le nouveau ministre le plus vite possible pour discuter des opportunités qu'ils voient dans les nouveaux mandats », explique-t-il.

Il ajoute également que le gouvernement conservateur de Stephen Harper ouvrait la porte à un grand nombre de lobbyistes pétroliers. « La proportion des représentants de l'industrie chimique et pétrolière ou de pesticides était 10 à 1, 100 à 1 par rapport aux représentants de l'industrie civile, de la santé ou de l'environnement », indique-t-il. Ainsi, en raison du changement de gouvernement et des ONG environnementales qui étaient bienvenues à nouveau au Parlement, « c'est naturel qu'en 2016 l'activité de lobbyisme soit plus élevée qu'en 2015 », croit M. Creimer.

### **Des acteurs climatiques pour contrer les projets pétroliers**

2017 et 2018 ont également été des années importantes pour le lobbying climatique au Canada. Plus de 3 000 rencontres de lobbying climatique ont été organisées lors de cette période. Selon le responsable des communications et des affaires publiques à la Fondation David Suzuki, cela s'explique par les nombreux projets environnementaux qui étaient en cours lors du premier mandat de Justin Trudeau. « Tout le monde voulait avoir son mot à dire » sur les projets de loi sur la qualité de l'environnement et sur les évaluations environnementales du Canada, mentionne M. Creimer.

Ces années riment également avec les tumultueux projets Énergie-Est et Coastal GasLink. Ces projets énergétiques majeurs ont eu un impact clair sur le lobbying climatique en 2017 et 2018, estime Diego Creimer. Par exemple, l'Institut Pembina et le Conseil économique de la Colombie-Britannique, qui s'opposaient farouchement aux projets de pipeline, ont doublé leurs efforts de lobbying lors de cette période afin d'essayer de convaincre le gouvernement de mettre un frein à ces projets.

\* Ces données sont incomplètes. Elles proviennent des rapports mensuels du site web de Lobby Canada. En réalité, les chiffres sur le lobbying au gouvernement du Canada sont probablement plus élevés.